

[Texte]

as one of the world leaders in the irradiation of food and has established a great number of irradiation operations both here and around the world.

To get back to the point about the difference between public and private hands, irradiation of food has to have the approval of the government, whether it is done in the private sector or the public sector. I think I made that point in my comments that ownership is not the criterion on which a government establishes safety or health standards or anything else. Whether it is in private or public hands, the same standards apply. In Canada, for example, we have irradiation of potatoes and onions, wheat and flour, and spices which come from exotic places, in order to control insect infestation. This has been approved for some time, but there is no food being commercially irradiated in Canada. If there were, it would have to require the approval of Health and Welfare.

• 1555

I am sure if you were to ask the Minister of Health and Welfare he would tell you that only after extensive scientific studies and a thorough review would that in fact happen. I can tell you that the sale of Nordion to the private sector in no way, shape or form will affect the high standards that have been set by this government or by the International Atomic Energy Agency.

**Mr. Simmons:** At the beginning of his statement the minister discussed the general issues of privatization. I wonder if he is prepared to tell us whether he is ready to proceed with the privatization of Petro-Canada and the Post Office.

**Mr. McDermid:** I believe my honourable friend asked me both those questions, or one of his colleagues did, at a hearing the other day, and I answered it then, Mr. Chairman. With the greatest respect, we are here to discuss Bill C-13 and not other privatization matters.

**Mr. Simmons:** That is a matter for the Chair and the committee to decide. I had understood that since the committee had given the minister a fair amount of latitude in talking about privatization in a very general context, the same spirit would prevail when it came time for some answers. Maybe he could short-circuit this whole thing by telling us whether the answer is any different from what it was the other night when I put this question to him.

**Mr. McDermid:** There have not been any decisions made on either case since the meeting of last Thursday.

[Traduction]

utilisée depuis un certain temps déjà. En fait, Nordion est reconnu comme l'un des leaders mondiaux dans le domaine de l'irradiation des aliments et a mis sur pied bon nombre d'usines d'irradiation tant au pays que partout dans le monde.

Pour en revenir à la différence entre le secteur public et le secteur privé il faut signaler que l'irradiation des aliments doit obtenir l'approbation du gouvernement, qu'il s'agisse du secteur privé ou du secteur public qui le fait. Je pense que j'ai mentionné dans mon exposé que la nature de la propriété ne constitue pas un critère permettant au gouvernement d'établir des normes de santé, de sécurité ou toute autre norme. Que la propriété relève du secteur privé ou public, les mêmes normes sont appliquées. Par exemple, au Canada nous irradiions les pommes de terres et les oignons, le blé et la farine, et les épices qui proviennent d'endroits exotiques afin d'éliminer les infestations par les insectes. Cette approbation a été accordée depuis un certain temps déjà, mais au Canada il n'y a aucun aliment qui est irradié de façon commerciale. Si tel devait être le cas, il faudrait au préalable obtenir l'approbation du ministère de la Santé et du Bien-être social.

Je suis persuadé que si vous posiez cette question au ministre de la Santé et du bien-être social, il vous dirait qu'une telle approbation n'est accordée qu'après avoir effectué des études scientifiques poussées et un examen minutieux de la situation. Je puis vous affirmer que la vente de Nordion au secteur privé n'aura en aucune façon une incidence sur les normes élevées qui ont été établies par ce gouvernement ou l'Agence internationale de l'énergie atomique.

**M. Simmons:** Au début de son exposé, le ministre a parlé du programme de privatisation en général. Serait-il en mesure de nous dire s'il est prêt à procéder à la privatisation de Pétro-Canada et de la Société canadienne des postes.

**M. McDermid:** Je pense que mon distingué collègue m'a posé ces deux questions, ou peut-être l'un de ses collègues l'a fait, lors d'une réunion il y a quelques jours et je lui ai alors fourni les réponses qu'il voulait obtenir, monsieur le président. Si vous me permettez, nous sommes ici pour étudier le projet de loi C-13 et non pas d'autres questions touchant la privatisation.

**M. Simmons:** Il appartient au président et au Comité d'en décider. Je pensais que puisque le Comité avait accordé une grande latitude au ministre pour discuter du programme de privatisation en général, la même latitude serait de mise au sujet des questions. Le ministre pourrait peut-être nous dire tout simplement si la réponse diffère de celle qu'il a donnée en soirée lorsque je lui ai posé cette même question.

**M. McDermid:** Depuis la réunion de jeudi, aucune décision n'a été prise dans un cas comme dans l'autre.